



Lille, le 9 juillet 2019

Un ministre indigne.

L'intransigeance du ministre Blanquer, face à la contestation de ses réformes, avait déjà provoqué de sérieux problèmes lors des délibérations du 4 juillet, semant le doute sur la validité des résultats annoncés « à tout prix » le 5 juillet (voir [communiqué du 5/07](#)).

La désorganisation entraînée par l'attitude du ministre a continué lors des épreuves orales dites de « rattrapage », le lundi 8 juillet :

*les dernières notes non-remontées, rendues vendredi 5/07, n'ont commencé à être rentrées tout à fait logiquement par le rectorat, dans les logiciels, que lundi 8/07 au matin... alors que devaient démarrer les épreuves d'oral. Cela rendait techniquement impossible le début des épreuves, partout dans l'académie et dans toutes les séries. Les élèves convoqués à 8h ont dû patienter au moins une heure, parfois davantage, pour commencer leurs oraux – avec les conséquences qu'on imagine en termes de stress.

*surtout, ces notes ont été rentrées, parfois retenues parfois rejetées au profit de la note de « contrôle continu »... sans qu'il y ait systématiquement de nouvelle délibération des jurys – puisque ceux-ci étaient en train de faire passer les oraux. Autrement dit, c'est le rectorat qui s'est substitué aux jurys, et a « délibéré » à leur place... en infraction totale avec les règles juridiques qui organisent l'examen, et dans la plus totale opacité sur les choix réalisés.

Toutes ces situations sont le résultat de l'attitude déplorable d'un ministre qui a préféré rester « droit dans ses bottes » plutôt que d'ouvrir la discussion – rappelons que le mouvement sur le baccalauréat a été annoncé le 31 mai dernier : le ministre avait trois semaines pour éviter le conflit avant le début des épreuves, il n'a fait aucun geste de dialogue. Attitude déplorable relayée à la fois par le président de la République, et par la rectrice de l'académie de Lille, qui n'ont pas hésité à reprendre à leur compte l'expression infâme de « prise d'otages ».

Cela fait maintenant deux ans que ce ministre gouverne par le mépris, par la fermeture à tout dialogue, et par l'autoritarisme, n'hésitant pas à semer le chaos pour « tenir ses positions ». N'hésitant pas non plus à mettre tous les personnels qui sont sous sa responsabilité, dans tous les services et à tous les échelons, y compris dans le service des examens, sous une énorme pression. N'hésitant pas à les contraindre à adopter des comportements à la limite de la légalité, voire clairement illégaux. En faisant tout cela, mais aussi en appelant à la division plutôt qu'à la discussion, et en affaiblissant la valeur républicaine de l'examen, JM Blanquer ne s'est pas montré digne de sa charge de ministre d'État.

Le SNES-FSU invite tous les élèves et les parents qui pensent avoir été lésés par l'application des consignes ministérielles à se rapprocher de toute organisation susceptible de les aider à contester les résultats. Il rappelle que ces consignes ministérielles ont introduit une profonde rupture d'égalité entre candidats, puisque certains ont vu leurs résultats améliorés par la note de contrôle continu, et d'autres non (ceux qui n'avaient aucune « note provisoire ») : ces derniers auraient pu avoir un meilleur résultat si la même règle leur avait été appliquée.

Mais le SNES-FSU rappelle qu'en aucun cas, les personnels de l'Éducation nationale ne pourront

être tenus pour responsables de ce qui vient de se produire. Les seuls responsables de ce chaos sont le ministre, et sa représentante dans l'académie, la rectrice.

Le SNES-FSU accompagnera et défendra de manière déterminée tous les personnels qui seraient visés par des mesures de rétorsion du rectorat en infraction avec le respect du droit de grève (retenues sur salaires excessives, menaces de sanction, etc.).

Le SNES-FSU donne d'ores et déjà rendez-vous à tous les personnels à la rentrée, pour reprendre la lutte contre les réformes néfastes que le gouvernement veut imposer (réformes du bac et du lycée, « école de la confiance », réforme de la fonction publique, réforme des retraites, etc.).